Bureau du 15 avril 2002

Décision n° B-2002-0520

objet : **Allongement de la durée pour 19 prêts accordés à la SA d'HLM Rhône Logis**

service : Direction générale - Mission d'audit - Contrôle des gestions externes

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 5 avril 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2002-0444 en date du 4 février 2002, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Par courrier en date du 13 mars 2002, la SA d'HLM Rhône Logis sollicite la Communauté urbaine en vue d'adapter les garanties initialement accordées pour le remboursement des prêts, dont la date de signature est postérieure au 1er juillet 1997, et qui feront l'objet d'un allongement de trois ans de leur durée d'amortissement, dans le cadre de la mesure annoncée par les pouvoirs publics à la suite de la hausse du livret A en juillet 2000.

Les contrats n° 0876235, 0876236, 0856070, 0856071, 0856075, 0856076, 0856704, 0860518, 0860519, 0860520, 0860521, 0861122, 081123, 0867235, 0876231, 0876232, 0881160, 0881182 et 0881185 sont concernés par cette mesure dans les conditions figurant au tableau annexé à la présente décision de Bureau.

Il est précisé que la garantie est accordée à 85 % suivant la quotité des prêts d'origine et que le montant total du capital restant dû s'élève à 11 363 703 € ;

Vu ladite demande de garantie ;

Vu la demande de la SA Rhône Logis en date du 13 mars 2002 ;

Vu l'article 19.2 du code des Caisses d'épargne ;

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du code général des collectivités locales ;

Vu l'article 2021 du code civil ;

Vu la délibération du Conseil n° 2002-0444 en date du 4 février 2002 ;

DECIDE

Article 1 : La communauté urbaine de Lyon accorde sa garantie pour le remboursement, aux conditions définies à l'article 2 ci-après, des dix-neuf emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations au profit de la SA Rhône Logis et dont les références sont précisées dans le tableau annexé à la présente décision du Bureau.

La présente garantie est accordée à hauteur de la quotité initialement garantie par la communauté urbaine de Lyon pour chacun des contrats.

Article 2 : La durée d'amortissement des prêts référencés en annexe est prorogée de trois ans. La date de dernière échéance est indiquée, pour chacun des contrats en annexe.

Pour chacun des contrats, les modalités de révision du taux d'intérêt actuariel annuel, et le cas échéant, du taux annuel de progressivité précisées dans les contrats concernés demeurent applicables.

Le montant des échéances sera calculé, pour chacun des contrats visés en annexe, sur la base du capital restant dû à la date d'effet de réaménagement consenti.

Article 3 : Au cas où la SA Rhône Logis, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la communauté urbaine de Lyon s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des dépôts et consignations par lettre-missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : La communauté urbaine de Lyon s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

Article 5 : Le Bureau autorise monsieur le président de la Communauté urbaine à intervenir à l'avenant ou le cas échéant aux avenants qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et la SA Rhône Logis.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,